

Résilience communautaire et impacts en cours de la COVID-19 sur les ménages vulnérables



Pérou, Distribution de nourriture aux réfugiés vénézuéliens.

Il y a un an, Alliance2015 publiait le rapport « **Covid-19 et résilience communautaire** » qui analysait comment les effets de la pandémie affectaient les foyers les plus vulnérables dans 25 pays sur 4 continents. 16 000 ménages ont été interrogés sur différents aspects : sécurité alimentaire, eau, assainissement et hygiène (WASH), santé, éducation, revenus, endettement et conditions psychosociales des ménages. Cette enquête menée à la fin de l'année 2020, 6 mois seulement après l'apparition de la pandémie, a montré des données reflétant la manière dont la COVID-19 mettait à l'épreuve la résilience des communautés du monde entier, avec des impacts très différenciés, exacerbant les inégalités existantes et en créant de nouvelles.

Le présent rapport est une continuation de l'initiative de l'année dernière, à la lumière de l'évolution de la situation, sur la base des données recueillies entre mars et mai 2022, **environ 22 mois après le déclenchement de la pandémie, et est le résultat de 8 461 enquêtes dans 18 pays où travaillent des organisations membres de l'Alliance2015.** L'enquête s'est concentrée sur la façon dont les **les effets de la COVID-19 affectent plusieurs aspects clés de la résilience des ménages** tels que leur capacité de revenu, l'accès à la nourriture, les stratégies d'adaptation et l'accès aux services de santé et d'éducation.

Les effets de la COVID-19 sont encore très présents dans de nombreuses communautés. Si, dans certains pays développés, nous pouvons penser que les pires effets de la pandémie se sont atténués – grâce aux effets bénéfiques des vaccins, des mesures d'aide et économiques prises par les gouvernements

– dans de nombreux pays plus pauvres, la situation continue de saper la résilience de millions de personnes confrontées à des crises qui se superposent et réduisent leur capacité de réaction. **Ce contexte de crise devient structurel pour les groupes les plus défavorisés dans les pays où nous sommes présents;** le changement climatique, la récession économique, les maladies, les conflits ou les guerres non seulement empêchent le rétablissement de nombreux ménages dans les communautés vulnérables, mais également aggravent leur situation.

Cette recherche de suivi a permis de dresser un tableau clair, montrant à quel point un nombre croissant de personnes sont laissées pour compte. **Les impacts disproportionnés de la COVID-19 – en plus du changement climatique et des conflits – sur les personnes vivant dans la pauvreté chronique doivent faire l'objet d'une réponse qui, en conséquence, s'attache à**

aborder les besoins urgents des personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

Alors que nous tirons tous des leçons de ces résultats pour éclairer nos futures interventions, décisions et activités de plaidoyer, Alliance2015 voit la pertinence et l'opportunité de continuer à parler de la Covid-19 aujourd'hui, car elle représente un cas paradigmatique pour notre apprentissage collectif.

La pandémie a mis à nu un certain nombre de défaillances systémiques préexistantes – dans nos systèmes alimentaires, les soins de santé, l'éducation, l'emploi et la protection sociale, le logement, ainsi que dans notre principal modèle économique et commercial – qui ont rendu la gestion du choc mondial extrêmement difficile pour les pays et les communautés défavorisés. Il est primordial de tirer les leçons de cette expérience afin de construire des sociétés résilientes, en corrigeant ces échecs par la lutte contre les inégalités et l'atténuation des risques. La résilience communautaire et systémique sera essentielle pour anticiper les crises futures, éviter leurs pires effets et préserver l'accès aux droits et aux moyens de subsistance.

> ACCÈS À L'ALIMENTATION

L'un des aspects du rapport qui

mérite une attention prioritaire est l'effet de la COVID-19 sur la **capacité d'accéder à une alimentation saine et suffisante.** L'accès à la nourriture reste un défi pour de nombreux ménages. **Un tiers des répondants ont déclaré qu'au cours des trois derniers mois, certains membres de leur foyer s'étaient couchés le ventre vide.** Plus de la moitié d'entre eux (51 %) ont déclaré que la **qualité des aliments qu'ils consommaient s'était détériorée** et 62 % ont affirmé que la **quantité d'aliments consommés avait diminué** par rapport à la période pré-pandémique.

Les principaux facteurs limitant l'accès à une alimentation de qualité sont **l'augmentation du coût des denrées alimentaires et les restrictions de circulation et de transport**, plus de la moitié des répondants ayant indiqué que **le prix des denrées alimentaires de base avait au moins doublé** depuis le début de la pandémie, et les effets des restrictions déployées pour endiguer les contagions se font encore sentir.

54 % des répondants ont observé que la **quantité** de nourriture disponible sur les marchés locaux avait diminué depuis l'apparition de la pandémie et un tiers ont souligné qu'ils avaient des difficultés à se rendre sur les marchés locaux en raison des restrictions en

vigueur. Aujourd'hui, après l'invasion russe de l'Ukraine, l'augmentation résultante des prix des denrées alimentaires n'a fait qu'aggraver la situation de l'accès à la nourriture pour des millions de personnes.

> IMPACT SUR LES REVENUS ET STRATÉGIES D'ADAPTATION

La capacité à générer des revenus a également continué d'être affectée par la pandémie. 53 % des ménages interrogés ont déclaré que leur revenu avait diminué en raison des effets de la COVID-19, et plus de la moitié des ménages (57 %) ont affirmé que leur revenu actuel n'était pas suffisant pour acheter de la nourriture.

Les stratégies d'adaptation ont varié en fonction des effets prolongés de la pandémie, mais les réseaux de soins et de soutien informels ont eu et continuent d'avoir un rôle important dans la réponse à toute crise. Les stratégies d'adaptation les plus fréquemment citées sont la réduction des coûts (56 %), l'emprunt (43 %) et les subventions ou programmes d'assistance des gouvernements ou des ONG (34 %).

Parmi les ménages qui ont réduit leurs dépenses, l'alimentation a été le premier domaine dans lequel ils ont

“ **La crise alimentaire ne respecte pas les frontières, et aucun pays ne peut la surmonter seul.** ”

António Guterres,
Mai 2022

réduit leurs dépenses:

82 % des répondants ont déclaré avoir réduit leurs dépenses alimentaires, la réduction des autres dépenses s'élevant à 63 %.

Les chaînes de prêt ont également fonctionné comme des stratégies d'adaptation, **93 % des ménages ayant emprunté de l'argent**. La majorité des prêteurs étaient des voisins ou des amis (57 %), la famille (28 %) ou des groupes communautaires (34 % des ménages). Comme mentionné ci-dessus, cela indique l'importance des réseaux de soins et de soutien dans les communautés avec lesquelles nous travaillons. C'est pourquoi toute mesure qui les renforce est une assurance supplémentaire pour renforcer la résilience communautaire.

À cet égard, il convient de noter le **rôle insuffisant de l'aide et de l'assistance des programmes gouvernementaux**, à peine 20 % (en raison de la complexité des

processus d'éligibilité et de la documentation, ou du manque d'informations opportunes au sein des communautés locales), contre 79 % d'aide reçue par l'intermédiaire d'ONGI, voire 11 % d'ONG locales et 27 % d'aide directe reçue, là encore, par la famille et les amis. Ces résultats soulignent la nécessité d'une meilleure communication, de mécanismes d'accès plus transparents et plus simples, adaptés aux personnes les plus vulnérables, qui sont celles qui ont le plus besoin de ce soutien.

> ACCÈS À LA SANTÉ ET ÉDUCATION

En ce qui concerne la santé seuls **23 % des ménages ont indiqué que les soins de santé s'étaient dégradés**, contre 46 % qui ont déclaré qu'ils s'étaient améliorés. Toutefois, certains pays comme le Pérou ou la Géorgie échappent à cette tendance. 51 % des ménages au Pérou ont indiqué une détérioration de la situation contre 8 % qui ont déclaré

qu'elle s'était améliorée. En Géorgie, ces pourcentages étaient de 27 % (situation détériorée) et de 11 % (situation améliorée).

En examinant les effets sur **l'éducation pour les enfants et les jeunes qui étaient à risque avant la pandémie, le fossé de l'éducation s'est considérablement élargi**.

Par conséquent, les familles disposant des ressources les plus faibles n'ont pas été en mesure de maintenir la continuité de l'éducation de leurs enfants lorsque des besoins plus pressants – tels que le maintien d'une source de revenus – ont pris le dessus. Certains des services destinés aux élèves et étudiants vulnérables, tels que les repas scolaires, le transport, l'assainissement et la protection – qui contribuent généralement à alléger la charge financière des familles et à rendre l'environnement plus propice à l'éducation – ont été supprimés pendant les confinements.

Niger, Ousseina Manzo plante des légumes pour les vendre et les échanger sur le marché local à l'aide du matériel agricole qui lui a été distribué dans le cadre de l'aide d'urgence aux populations vulnérables de la région de Diffa.



Notre appel à l'action: recommandations à l'UE

Une image claire est ressortie de cette recherche de suivi entreprise par Alliance2015. Elle montre à quel point un nombre croissant de personnes sont laissées pour compte. **Les conséquences de la COVID-19 ont creusé les inégalités préexistantes et érodé la résilience et les mécanismes d'adaptation de ceux qui vivaient déjà dans la pauvreté.**

L'une des promesses centrales de l'Agenda 2030 était de « ne laisser personne à la traîne », avec une promesse supplémentaire « d'atteindre d'abord les personnes les plus en retard ». Cette étude montre que nous – en tant que communauté internationale, ne tenons pas ces promesses : nos réponses politiques, stratégiques et programmatiques ne s'attaquent pas efficacement à la pauvreté chronique intergénérationnelle. Les coûts humains et financiers à long terme de ces échecs sont importants et augmentent de jour en jour. Le fil conducteur de toutes nos recommandations est clair...

Les impacts disproportionnés de la COVID-19 – en plus du changement climatique et des conflits – sur les personnes vivant dans la pauvreté chronique doivent faire l'objet d'une réponse qui, en conséquence, se concentre sur les besoins urgents des personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

NOUS DEMANDONS INSTAMMENT À L'UE DE:

1. Renforcer son soutien aux pays partenaires afin qu'ils puissent mieux faire face aux impacts de la pandémie de COVID-19.

2. Mettre l'accent sur la « prévention » en investissant dans des mesures d'atténuation et d'anticipation, en utilisant des systèmes d'alerte précoce et des fonds d'urgence flexibles pour anticiper les chocs et y répondre rapidement. Des initiatives telles que le Global Network Against Food Crises (Réseau mondial contre les crises alimentaires) doivent être soutenues afin de garantir des réponses plus précoces à l'aide d'interventions fondées sur des preuves.

3. Dans le cadre de l'instrument NDICIL'Europe dans le monde, augmenter le financement des organisations de la société civile qui aident les communautés à répondre aux besoins découlant de la crise multiple actuelle.

Améliorer l'information et la transparence sur les mécanismes que l'UE peut mettre à la disposition de la société civile au niveau des pays.

4. Élaborer un nouveau plan d'action de l'UE sur la nutrition et réviser les cadres stratégiques de 2010 et 2013 pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

5. Renforcer la dimension externe de la stratégie Farm to Fork (« de la ferme à la table »).

6. Suivre et assurer la transparence des engagements pris par l'UE en matière de sécurité alimentaire et de nutrition depuis le début de la crise ukrainienne, en précisant les liens avec la programmation et l'engagement de la société civile.

7. Promouvoir des stratégies spécifiques de relance économique pour faire face à la crise provoquée par la COVID-19, y compris la promotion des économies communautaires et solidaires.



Alliance 2015

towards the eradication of poverty

Residence Palace, boîte 48 - Rue de la Loi 155,
1040 Brussels, Belgium - Tel: +32 (0)2 235 23 25

E-mail: info@alliance2015.org

Website: www.alliance2015.org

Twitter: @Alliance_2015